

Discours : Semaine du développement humain



Washington DC, le 29 Février 2000

Vice-présidents Doryan, Karlsson et d'autres collègues de la Banque mondiale, amis et partenaires au développement, Mesdames et Messieurs:

Je suis heureux de m'adresser à ce forum divers et distingué. Semaine du développement humain est un événement important dans le dialogue global en cours sur la nature et le cours du développement - et je pense que je parle pour tout le monde ici en exprimant ma profonde gratitude à la Banque, et à Jim Wolfensohn, en particulier, de nous donner cette occasion spéciale de partager leurs expériences.

Je tiens également à remercier le professeur émérite Gerry Helleiner de l'Université de Toronto et professeur WE Savitri Goonesekere, vice-chancelier de l'Université de Sri Lanka à Colombo, pour avoir si généreusement accepté de partager leur sagesse et leur vision en tant que membres de ce groupe.

Mesdames et Messieurs, je veux vous parler aujourd'hui de la façon dont nous pouvons mieux travailler ensemble pour construire un nouvel engagement mondial pour le développement humain - une entreprise dans laquelle le bien-être des enfants doit être le fondement de toute durable, de l'effort mondial pour éliminer la chronique la pauvreté.

Pour la réduction de la pauvreté est au centre de l'objectif général de l'ONU: la promotion et la protection des droits de l'homme.

Tout comme la Convention relative aux droits de l'enfant est devenu plus embrassé l'histoire instrument des droits humains, nous devons également mobiliser un soutien universel pour un programme d'action mondial pour les enfants au 21e siècle. Mais les stratégies que nous appliquons doivent être déterminés au niveau local - et ils doivent guidée par la connaissance des besoins des personnes qui sont pauvres.

L'idée d'un programme d'action mondial pour les enfants est une réponse directe au fait que nous vivons dans un monde marqué par une économie de 30 trillions de dollars mondiale, mais celui dans lequel un cinquième de l'humanité - 1,2 milliard de personnes - sont

expédiés à presque inimaginables souffrances et que vous souhaitez. Au moins la moitié d'entre eux sont des enfants.

Amartya Sen définition de «développement comme liberté» offre une mesure de leur sort. Un enfant souffrant de malnutrition, une fille soumise, un enfant-soldat - tous sont esclaves de la pauvreté et l'exclusion, privés non seulement en termes de bien-être et d'épanouissement, mais dans leur capacité à devenir des citoyens responsables.

Pour les enfants, la pauvreté n'est pas seulement une question économique. La pauvreté signifie souvent physique, émotionnelle ou intellectuelle de valeur, ce qui peut signifier une vie d'occasion perdue - et un héritage de la pauvreté pour la prochaine génération. C'est la raison principale pour laquelle la réduction de la pauvreté doit commencer par les enfants et la réalisation de leurs droits.

La pauvreté est pourquoi 12 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année de causes évitables. Et ses effets disproportionnés sur les filles et les femmes peut être vu dans le fait que la majorité des 130 millions d'enfants actuellement non scolarisés sont des filles - et que les complications évitables pendant la grossesse et l'accouchement tuent plus de femmes et de désactiver et de filles en âge de procréer que toute autre cause.

Ces pertes inutiles sont emblématiques des défis actuels du développement humain - Les défis ont fait plus ardue par la propagation sans répit du VIH / sida, par la prolifération des conflits armés et l'instabilité, et par le fardeau de la dette extérieure continue.

L'éducation, surtout pour les filles, est une condition préalable pour s'attaquer à la pauvreté. Il offre aux enfants les compétences et la confiance pour tirer le meilleur parti de leurs capacités à se joindre une main-d'œuvre dynamique ou réussir dans un emploi durable, offre un forum pour changer les attitudes sur la violence tout en favorisant l'égalité, et contribue à mettre les filles sur la voie de l'autonomisation - une position d'où ils peuvent mieux se protéger contre la violence sexiste.

Mais l'éducation sera de peu d'utilité si les enfants sont prêts pour cela.

Il ya un nombre croissant de preuves scientifiques que les soins de la petite enfance est essentielle à la façon dont un enfant grandit et se développe dès la naissance jusqu'à la huitième année - et peut grandement influencer sur l'apprentissage continu de l'enfant et le développement psycho-social dans les dernières années.

Nous avons également accumulé une vaste expérience pratique de ce soin pour les jeunes enfants signifie réellement: qu'ils soient nourris au sein, qu'ils ont accès à l'eau potable, la nourriture non contaminée et l'air non pollué. Qu'ils vivent là où il ya des installations sanitaires adéquates et les pratiques d'élimination des déchets. Que leurs environnements sains et exempts de la maladie. Et qu'ils soient protégés des blessures, avec le temps et l'espace pour jouer, d'explorer et d'apprendre.

Prendre soin de l'enfant, c'est aussi prendre soin de la mère. Pour dans les sociétés où les femmes n'ont pas de voix, accès limité aux ressources, sans protection juridique et aucun respect, le développement optimal de l'enfant - et encore moins la survie - est presque impossible.

Cette convergence des nouvelles connaissances scientifiques et une expérience pratique de la raison pour laquelle l'ordre du jour mondial pour les enfants dans le 21ème siècle commence avec trois buts complète - tous liés aux soins de la petite enfance et le

développement, à l'éducation de base de qualité, et à la réalisation de l'égalité des droits des filles et des femmes:

Premièrement, nous devons veiller à ce que tous les enfants commencent leur vie en bonne santé - et que les jeunes enfants sont élevés dans un environnement chaleureux qui améliore les capacités physiques, émotionnelles et intellectuelles qu'ils doivent avoir à apprendre et à grandir.

Deuxièmement, nous devons veiller à ce que tous les enfants aient accès à, et complète, un programme d'éducation de base de qualité.

Et troisièmement, nous devons nous assurer que les adolescents ont de nombreuses occasions de se développer en citoyen solidaire et responsable, libre de participer à un environnement sûr et propice.

Mesdames et Messieurs, ces résultats globales et intégrées sont les bases d'un ordre du jour qui est crucial pour mettre fin au cycle de la pauvreté dans le monde - qui s'appuie sur les gains que nous avons vu dans la décennie écoulée depuis le Sommet mondial pour les enfants.

C'est un programme qui s'appuie sur les efforts de plus en plus d'aborder les questions de développement et de la programmation dans une perspective de droits de l'homme, guidé par la Convention relative aux droits de l'enfant, par les résultats des conférences de développement des Nations Unies de la décennie écoulée, et par l'OCDE Comité d'aide au développement des objectifs pour l'année 2015.

Et c'est un ordre du jour sous tension par des triomphes, comme l'entrée en vigueur d'une interdiction mondiale des mines antipersonnel - et l'approbation d'une Cour pénale internationale qui mettra au défi l'impunité des crimes de guerre, en particulier ceux où les enfants sont victimes.

Le développement humain est souvent présenté comme un résultat des adultes. Mais il est, en vérité, un continuum, avec une série de moments critiques - le dernier d'entre eux se produisant à l'adolescence.

Les adolescents sont une ressource inestimable richesse - les personnes dont le droit à la santé et le développement est essentielle pour prévenir non seulement toute une gamme de menaces immédiates telles que le VIH / sida, la toxicomanie et la violence, mais aussi à une multitude de problèmes plus tard, qui peuvent menacer pas seulement leur vie, mais de leurs enfants.

La catastrophe du VIH / SIDA est une horreur de la façon dont profondément les droits fondamentaux des enfants et des jeunes sont violés - droits affirmés par les 191 pays qui ont ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant.

Les jeunes sont beaucoup plus à risque en raison, en un temps de l'éveil sexuel, ils sont privés du droit aux services de santé et la nutrition, à un coffre-fort gratuit et environnement propice à l'exploitation et les abus - y compris la protection des rapports sexuels sous la contrainte. Et ils n'ont pas le droit de participer et de faire entendre leur voix dans les affaires qui les concernent.

Mesdames et Messieurs, des millions d'enfants et de femmes meurent chaque année de causes évitables, car ils sont majoritairement pauvres et des exclus dont les droits civils,

politiques, sociaux, économiques et culturels se voient systématiquement refuser - violations que les interventions sectorielles ne peuvent réaliser pleinement adressed.

C'est pourquoi les valeurs et les principes des droits de l'homme doivent guider nos efforts pour vaincre la pauvreté et l'exclusion. Une approche fondée sur les droits, il est possible de faire face aux distorsions ancrées dans les sociétés qui marginalisent les populations pauvres et des communautés entières - et tenir les fonctionnaires responsables.

Une approche fondée sur les droits des familles et des communautés permet d'obtenir le soutien dont ils savent qu'ils ont besoin. Il traite de la discrimination qui provient de politique économique et sociale de décision. Il plaide pour un juste et équitable répartition des revenus et des actifs - et souligne pourquoi les seuls indicateurs économiques sont des mesures inadéquates de la pauvreté.

De travail à travers les sommets des Nations Unies et des conférences de la dernière décennie, la communauté mondiale a présenté une série de explicites, quantifiables, objectifs assortis de délais pour la réalisation d'un développement humain durable, y compris la réduction de la pauvreté.

Pourtant, le progrès est loin des engagements nationaux et les obligations légales - en dépit de la reprise économique dans plusieurs régions du monde en développement, et une forte augmentation dans le commerce international et des flux de capitaux privés dans les années 1990.

En effet, nos engagements collectifs semblent être hésitants, et les stratégies et approches pour résoudre ces problèmes chroniques ont besoin d'un réexamen attentif.

Malgré une augmentation en termes réels en 1998, aide publique au développement (APD) demeure au plus bas de tous les temps - et même au sein de ce montant diminue, le pourcentage alloué services sociaux de base n'a pas encore atteint le niveau convenu lors de 20 pour cent - même à la Banque mondiale.

Et tandis que l'accent mis sur la prestation de services de base a renforcé, nous semblent encore toujours à se détourner des solutions aux causes profondes et structurelles de la pauvreté, la discrimination, la violence et l'exclusion.

Le faible engagement politique, la résistance silencieuse des groupes sociaux ayant des intérêts dans les pratiques discriminatoires, un manque de capacités institutionnelles et administratives pour la mise en œuvre des réformes nécessaires - tous sont des facteurs importants.

Pourtant, il ya de l'optimisme prudent. Ces dernières années, nous avons constaté une convergence de pensée en faveur du développement humain et la réduction de la pauvreté.

Par exemple, les avantages des principes du marché sont maintenant acceptés dans de nombreux domaines, tout comme les principes éthiques sont également de plus en plus insisté pour assurer le développement à la fois équitable et durable. De même, le cas de fortes capacités humaines et institutionnelles ont été réalisés de façon convaincante.

En outre, l'importance des réformes démocratiques et la participation effective des communautés et des familles pauvres eux-mêmes ne sont plus un sujet de débat. Il n'existe pas non toute question sur le rôle de premier plan et de la responsabilité de l'État dans la garantie des droits de l'homme - et la nécessité d'un niveau suffisant de ressources pour aider les obligations d'État ce rôle.

Il ya dix ans, lorsque les travaux sur l'ajustement à visage humain a été entrepris, il y avait moins de signes de convergence. Aujourd'hui, nous voyons un très différent de la Banque mondiale, qui a recentré ses activités sur la pauvreté, et, en partenariat avec l'UNICEF, s'est engagé à veiller à ce que les enfants du monde grandissent à l'âge adulte en santé, la paix et la dignité.

En effet, le dernier World Development Report affirme que nous sommes au bord de la chance extraordinaire pour le développement et la réduction de la pauvreté au cours des 20 prochaines années. Et le rapport identifie - par la voix des pauvres - les multiples dimensions de la pauvreté au-delà de la pauvreté de revenu, tels que la pauvreté de la santé et la nutrition et l'hygiène, la pauvreté des droits, la pauvreté de la communauté, la pauvreté de la justice.

Nous avons également constaté une convergence sur la question du financement de base des services sociaux.

En 1997, l'UNICEF et la Banque mondiale a accepté le 15 principes de partage des coûts pour l'éducation et la santé - la soi-disant Addis-Abeba principes. En 1998, nous avons collaboré étroitement à la préparation de la conférence de Hanoi sur l'Initiative 20/20 pour atteindre l'accès universel aux services sociaux de base.

Nous avons également travaillé ensemble sur la révision de l'initiative PPTTE en vue de faire le lien entre allègement de la dette plus directement à la réduction de la pauvreté et de développement de l'enfant - tout en augmentant les ressources qui sont disponibles au niveau des pays.

Mais la convergence, bien sûr, ne signifie pas toujours consensus.

La Banque insiste sur le fait, d'abord et avant tout, que ses investissements sont évalués sur la base de considérations strictement économiques - que l'estimation des avantages en termes financiers dépassent les coûts d'investissement initial. Ce n'est pas déraisonnable, étant donné que les ressources sont limitées et qu'il existe des moyens alternatifs dans lesquels ils peuvent être affectés à atteindre des objectifs différents.

Mais si le développement humain durable est maintenant généralement accepté comme un objectif global de développement, il n'est pas également raisonnable de soutenir que toutes les propositions d'investissement être considérée non seulement en termes de leur contribution à la croissance économique, mais de la valeur qu'ils ajoutent à humain durable développement?

Ce que je veux dire c'est que la communauté du développement dans son ensemble doit être plus enclins à utiliser de nouveaux critères pour évaluer la solvabilité des investissements et de mesurer les progrès accomplis, tels que les indicateurs qui définissent l'autonomisation, la participation et la vulnérabilité particulière de certains groupes - en particulier les enfants .

Indicateurs de repères des enfants bien-être doit être universellement accepté, égale à la plus traditionnelle, des mesures quantitatives de progrès économique et social.

Dans le même temps, les partenaires nationaux doivent respecter les engagements moraux qu'ils ont fait - et les obligations juridiquement contraignantes qu'ils acceptent quand ils ratifier les instruments relatifs aux droits.

Mesdames et Messieurs, l'expérience des pays qui ont fait de rapides progrès social ont donné un certain nombre de leçons apprises qui sous-tendent une bonne politique sociale.

Ils poussent hors de la reconnaissance du fait que la bonne gouvernance fournit une structure de reddition de comptes pour le développement humain et la protection des droits fondamentaux, à commencer par la survie, la protection, le développement et la pleine participation des enfants.

Premièrement, ces pays portaient sur les droits économiques et sociaux en même temps, plutôt que d'attendre que la croissance économique «ruissellement».

Deuxièmement, ils ont défini l'accès universel aux services sociaux de base comme une priorité du secteur public. Aucun reposait uniquement sur le libre jeu du marché.

Troisièmement, ils ont dépensé proportionnellement plus de leur budget national sur les services sociaux de base que les autres.

Quatrièmement, ils ont aussi consacré plus en termes d'équité, l'efficience et l'intégration des services sociaux de base, de sorte que l'effet combiné a été supérieure à la somme des parties.

Cinquièmement, ils ont protégé leurs budgets pour les services sociaux de base pendant les périodes de crise et d'austérité, sachant que ces investissements offrent une solution à long terme de réduction de la pauvreté.

Notre efficacité dans la réduction de la pauvreté - en effet, l'efficacité de l'ensemble du système des Nations Unies et les organismes inter-gouvernementaux - seront jugés par la façon dont nous travaillons ensemble pour soutenir le peuple que nous servons. Le Cadre de développement intégré est une étape importante dans la bonne direction.

Dans le même temps, de nouvelles initiatives comme l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI) - qui promet de vaccination renforcée et généralisée des enfants contre les maladies évitables - ont provoqué un nouvel espoir pour des millions d'enfants et les familles partout dans le monde. GAVI est une vitrine pour la direction élargie que nous devons encourager - de leadership qui représente le gouvernement et la société civile à tous les niveaux.

Mesdames et Messieurs, en investissant dans les enfants et les mères d'aujourd'hui sera d'assurer le bien-être et la productivité des générations futures pour les décennies à venir. C'est un investissement bien à l'intérieur de nos moyens. Atteindre les pauvres et les défavorisés est un impératif moral - mais aussi financièrement et techniquement réalisables.

C'est pourquoi l'UNICEF se réjouit de travailler avec la Banque mondiale et l'ensemble de nos partenaires, y compris la société civile à tous les niveaux, à mobiliser un engagement renouvelé pour atteindre les objectifs restants du Sommet mondial pour les enfants; pour lutter contre les énormes obstacles de la pauvreté, VIH / SIDA et les conflits armés, et d'établir un programme d'action mondial pour les enfants pour les premières années 10 à 15 ans de ce nouveau siècle.

La poursuite des droits de l'homme n'est pas un luxe pour les riches - et il ne peut pas être subordonnée à la croissance économique. L'UNICEF est convaincu que la liberté de la violence et l'exploitation, le respect de la dignité humaine et le droit inhérent de chaque personne à développer leur potentiel humain et participer à leurs communautés sont aussi fondamentales pour le développement humain comme un revenu et des biens.

Mesdames et Messieurs, si nous sommes d'accord avec Amartya Sen que le développement est la liberté, alors la poursuite des droits de l'homme est le véritable objectif de développement - et tout commence par la réalisation des droits des enfants.

Merci.

Discours : Jour de la Terre : planète saine pour les enfants

New York, 22 avril 2000

Madame Annan, Mme Edwards, Mme Al-Mughairy, Mesdames et Messieurs et les enfants présents sur cette importante occasion.

Il me fait grand plaisir de parler au nom de l'UNICEF aujourd'hui. Jour de la Terre est une occasion merveilleuse pour nous de réfléchir sur la façon dont nous pouvons nous assurer que notre planète reste saine pour nos enfants.

Nous avons été informés (par le Global Environment Outlook 2000) que le climat se réchauffe, l'eau douce est de plus en plus rare, des mammifères, oiseaux et espèces de plantes continuent à disparaître, les forêts tropicales sont en diminution, et la pollution de l'air est étouffant de nombreuses villes.

Prenons un instant pour évaluer la situation actuelle:

600 millions de personnes vivent dans des bidonvilles;

100 millions sont sans-abri;

1,3 milliards vivent avec moins de 1 dollar par jour;

1,1 milliards n'ont pas d'eau potable;

3 milliards ne disposent pas même d'une simple toilette à utiliser, sans parler de l'absence de services d'assainissement d'autres, comme la collecte des déchets.

Près de deux millions d'enfants chaque année meurent de maladies d'origine hydrique. Une autre mort de deux millions d'infections respiratoires aiguës résultant de la pollution de l'air.

Pendant ce temps, la majorité des 300-400 millions de personnes qui meurent du paludisme chaque année sont des enfants.

Les conditions environnementales ont un impact particulier sur les filles. Lorsque l'eau potable n'est pas facilement accessible, il est presque toujours les filles qui sont chargées de la marche à la source d'eau et de collecte de l'eau pour la communauté. Dans certaines régions d'Afrique, par exemple, il peut prendre jusqu'à six heures pour un voyage à la source d'eau. Considérant que certaines familles ont besoin d'un peu de voyages par jour, la scolarisation pour ces jeunes filles n'est plus une option viable.

Les enfants ont droit à la plus haute qualité de la santé et à l'assainissement de l'environnement, tels que consacrés dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Les maladies évitables liées au manque d'assainissement peuvent être facilement conquises par le coût des méthodes efficaces telles que la promotion des bonnes pratiques d'hygiène, notamment se laver les mains et l'élimination sécuritaire des matières fécales.

Ce qui est nécessaire, cependant, est un nouvel état d'esprit qui considère comme un assainissement adéquat plus d'un problème de santé. Il s'agit de s'attaquer aux problèmes sous-jacents de la réduction de la pauvreté. Il est sur la dignité humaine.

L'UNICEF est ciblé et dédié à l'environnement immédiat des enfants, y compris leurs maisons, les écoles et les communautés - les lieux où ils passent le plus de temps.

Nous aidons les familles dans les pays pauvres d'avoir accès à une eau propre et salubre et l'assainissement. Nous faisons la promotion des solutions simples mais efficaces comme la vaccination et les comportements d'hygiène afin de protéger les enfants contre les maladies et les germes. Nous soutenons toutes les nations à offrir une éducation de qualité aux enfants et la nutrition. Nous encourageons les enfants et les jeunes à devenir respectueux

de l'environnement. Nous collaborons également avec d'autres organisations en faveur du développement durable.

Plus important encore, l'UNICEF parle quand les droits des enfants sont violés. C'est pourquoi nous croyons fermement que le mouvement écologiste devrait placer l'enfant au centre de ses activités. Il est tenu de l'UNICEF que l'enfant est le creuset du développement humain durable. L'environnement dans son ensemble et l'environnement dans lequel les enfants grandissent et se développent sont inextricablement liés.

Ouvrons tous vers un objectif commun pour un avenir meilleur de nos enfants, car eux aussi méritent de vivre dans une terre propre et durable.

Rapport UNICEF situation 1999

Le capital humain

Bien qu'il y ait stagnation en ce qui concerne l'allègement de la dette, l'ordre du jour économique international devrait changer de manière perceptible. Après avoir maintenu près de 20 ans le développement humain en arrière de la mondialisation et de l'ajustement structurel, peut-être allons-nous voir s'ouvrir l'ère de l'investissement dans «le capital humain et social» qui facilitera considérablement la diffusion dans le monde entier de la révolution de l'éducation.

Le «consensus de Washington», opéré grâce au plaidoyer commun de la Banque mondiale et du FMI - qui avait donné un traitement de choc à la stabilisation économique et insisté sur la minimalisation du rôle de l'Etat - est aujourd'hui soumis à réexamen. Pour Joseph Stiglitz, principal vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale, le consensus de Washington est incomplet du fait qu'il ne reconnaît pas que la privatisation n'est pas la seule clef du bien-être économique. La création de marchés compétitifs est tout aussi importante; l'Etat peut et doit jouer un rôle de premier plan dans la promotion d'une croissance économique à long terme ²⁵.

Pour assurer cette croissance, les sociétés doivent garantir l'équité sociale, car les conditions sociales influent directement sur la santé des marchés. Il est donc dans l'intérêt de tous, de la croissance économique, de la stabilité sociale et de l'Etat lui-même de réglementer les marchés et l'économie intérieure, et d'établir des normes dans des secteurs comme la sécurité des produits, l'environnement ou la protection du consommateur.

Dans ce contexte, l'éducation joue un rôle «critique», car pour maintenir des marchés compétitifs et une démocratie viable, une population instruite est une condition essentielle. Parmi les pays en proie à la crise économique, ceux qui ont investi dans l'éducation ont de meilleures chances de s'en sortir avec moins de dommages, et un potentiel de reprise supérieur.

Ces arguments sont aussi ceux de l'économiste argentin Bernardo Kliksberg. En Amérique latine, la pauvreté et les inégalités sont plus graves aujourd'hui qu'au début des années 80, fait-il remarquer, et la durée moyenne de scolarisation d'un individu ne dépasse pas 5,2 ans. Tout nouveau consensus doit prendre en considération non seulement le

capital économique, mais deux autres types de «capitaux» - le capital humain (la santé, l'éducation et la nutrition de la nation), et le capital social (la culture, les valeurs partagées et une société civile vigoureuse). Le capital social a commencé à être considéré comme un élément clef de la croissance: en avril, la Banque mondiale a annoncé que le capital social serait intégré parmi les objectifs, quand elle mesurerait l'impact des projets. Contrairement aux postulats de l'ancien modèle économique, indique M. Kliksberg, il y a symétrie entre égalité et croissance. «Nous savons maintenant que le manque d'équité ne peut produire qu'un manque d'équité ²⁶.»

Cette interprétation devrait améliorer les chances d'élargir la révolution de l'éducation dans le monde entier. «L'éducation», comme le disait à juste titre feu Mahbub ul Haq, l'un des avocats les plus éloquents et les plus influents des droits de l'homme, «est l'essence même du développement humain. Sans l'éducation, le développement ne peut se faire sur une base large, ni durablement ²⁷.»

Les preuves toujours plus abondantes qui appuient cette assertion ajoutent du poids à l'Initiative 20/20 préconisée par l'UNICEF et d'autres partenaires du système des Nations Unies. Selon cette Initiative, les programmes sociaux de base doivent se voir consacrer par les gouvernements des pays en développement 20% de leurs budgets nationaux, et par les pays industrialisés 20% de leur aide au développement. A l'heure actuelle, les ressources allouées à ces services représentent en moyenne environ 13% des budgets nationaux, et 10% de l'aide publique au développement (APD) fournie par les pays donateurs. Rien qu'en portant ces crédits jusqu'à la barre des 20%, on dégagerait des ressources suffisantes pour réaliser en moins d'une décennie l'éducation pour tous ²⁸. Pour éduquer tous ses enfants, le monde devrait dépenser en moyenne sept milliards de dollars supplémentaires par an, pendant les dix prochaines années ²⁹. C'est moins que ce que les Etats-Unis dépensent chaque année en produits cosmétiques ou l'Europe en crèmes glacées ³⁰ (voir [Fig. 14 Coûts de l'éducation pour tous d'ici 2010](#)).

Pour une fois, la démographie est de notre côté. Dès le départ, les tentatives d'éducation universelle se sont essouffées en vain à essayer de suivre la croissance démographique. Mais voici que le vent a tourné. Après 30 années d'efforts pour ralentir la natalité, la population du monde en développement a cessé de rajeunir - un résultat probablement dû à l'éducation. Si les cohortes d'enfants de chaque âge continuent à être chaque année plus nombreuses que l'année précédente, elles représentent toutefois un pourcentage plus faible de la population totale, et il faut donc proportionnellement moins d'argent qu'auparavant pour répondre à leurs besoins.

Il est clair que le lien entre les droits de l'homme et un développement humain durable, évoqué il y a 50 ans dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme* et qui se trouve traduit dans les principes de la *Convention relative aux droits de l'enfant*, annonçait déjà le plaidoyer pour un développement économique équitable. A cet égard, l'éducation joue un rôle unique, absolument vital, du fait qu'elle accroît le potentiel de chaque individu et favorise son développement sur le plan individuel autant que sur le plan social; elle est essentielle pour la mise en oeuvre d'autres

droits de l'homme.

«L'éducation est l'essence même du développement humain. Sans l'éducation, le développement ne peut se faire sur une base large, ni durablement.» - Mahbub ul Haq

Sans doute a-t-il fallu un demi-siècle pour voir complètement accepté le droit universel à l'éducation, proclamé dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme*. Mais ce droit ne saurait aujourd'hui être remis en question. Il incombe au monde d'y répondre sans aucun retard.

Nous pouvons aller rapidement de l'avant, sachant qu'assurer l'éducation pour tous - c'est-à-dire faire de la révolution de l'éducation une réalité mondiale - est l'investissement le plus sûr dans un avenir paisible et prospère, le meilleur que nous puissions faire pour nos enfants.